

Le COMBAT SYNDICALISTE

CNT-AIT

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

PRECARITE SOCIALE

=

TERRORISME PATRONAL



Tu es la prochaine cible

Personne n'agira à ta place

Organise-toi et lutte!



CNT-AIT

**Association
Internationale
des Travailleurs**

AIT, NSF boks 1977
Vika, n-0121 OSLO , Norvège

**Confédération
Nationale
du Travail**

Pour tout contact
sur le plan national
s'adresser à :
CNT-AIT (bureau confédéral)
34 Espace Mendès-France
36000 Châteauroux

**Adresse du site web
de la confédération**

<http://www.cnt-ait-fr.org>
Vous y trouverez les liens
confédéraux et internationaux
de notre organisation.

CPPAP 1 856 D 73
Directeur : Michel Maza
Imprimerie spéciale CNT-AIT

Réalisation des pages confédérales :
CNT-AIT BP 51142
34008 Montpellier cedex 1

Abonnements

1 an (6 n^{os}) : 75
soutien : 15
Chèques à l'ordre de CNT-AIT
voir pages régionales

Unions Régionales

Les UR sont l'expression
de la CNT-AIT.
Elles regroupent les divers syndicats
d'une zone géographique.
Pour tout contact dans une région,
s'adresser au secrétariat de l'UR .

LA PRÉCARITÉ de nos conditions de travail et de vie, l'incertitude du lendemain ne datent pas d'aujourd'hui. Le syndicalisme par son action directe symbolisé par le 1^{er} Mai, donne l'exemple pour répondre radicalement aux attaques du complexe étatico-industriel qui en est la cause.

L'État et le patronat nous accusent de fainéantise, nous rendant responsables de l'augmentation du chômage. La durée du temps de travail s'allonge et nos conditions de vie, elles, se détériorent. Et la précarité et la flexibilité, de s'enraciner aussi dans des secteurs considérés longtemps comme protégés (comme la fonction publique). Mais il ne faut pas toucher à la propriété privée qui est sacrée, ou au choix de l'énergie nucléaire qui est déclarée non dangereuse !

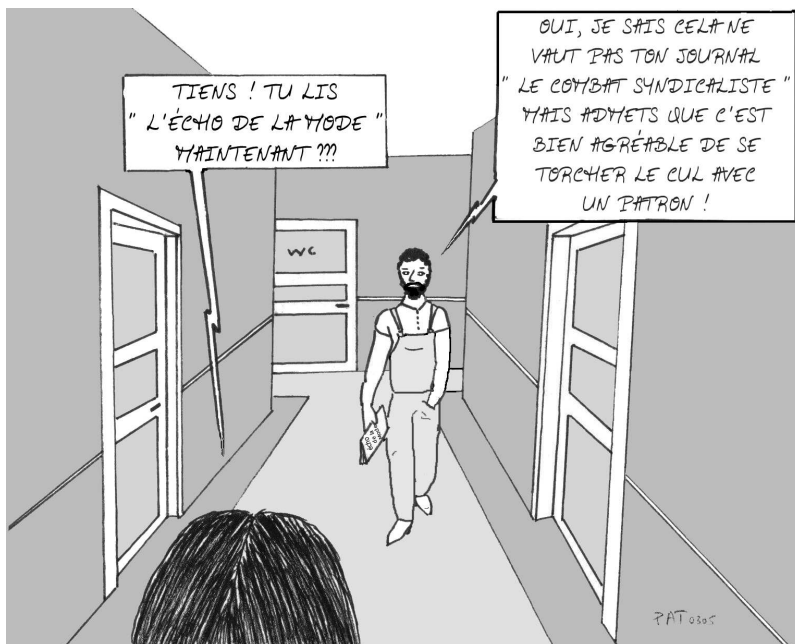
La participation à des revendications immédiates, et l'utilisation ou pas de la violence dans nos luttes contre les attaques du capitalisme, peuvent nous faire nous interroger sur la stratégie à suivre et amener le débat parmi nous. Et cela peut mettre un frein « provisoire » à notre exploitation, comme le montre par exemple le succès des grévistes en Espagne.

Mais d'autres moyens de luttes s'offrent à nous, comme la solidarité, par exemple en soutien aux chômeurs emprisonnés en Argentine et des actions internationales telle la campagne internationale contre la précarité, que nous mènerons entre le 11 avril et le 1^{er} mai, suite à la décision de notre dernier congrès de l'Association internationale des travailleurs (AIT).

Le sujet est d'importance car, s'il est vital de réduire ou de supprimer la précarité internationalement, son élimination ne pourra passer que par l'abolition du salariat !

UR Centre : CNT-AIT - 34, Espace Pierre Mendès-France - 36000 Châteauroux,
UR Midi-Pyrénées : CNT-AIT - BP 158 - 82001 Montauban cedex, **UR Paris et Nord** : CNT-AIT - BP 352 - 75526 Paris cedex 11, **UR Aquitaine** : CNT-AIT - 8, place Louis Barthou - 33000 Bordeaux, **UR Méditerranée** : CNT-AIT - Vieille Bourse du Travail - 13, rue de l'Académie - 13001 Marseille, **UR Normandie-Bretagne** : CNT-AIT - BP 2010 - 14019 Caen cedex, **En Rhône-Alpes** : CNT-AIT / SII - BP 223 - 38405 Saint-Martin-d'Hères cedex.

Les 35 heures auraient pu être un acquis social !



... Seule la riposte de toutes et tous pourra, en bloquant les rouages économiques de l'État et du patronat, faire aboutir nos revendications.

LE PASSAGE AUX 35 HEURES n'a pas été un cadeau du patronat, les concessions faites par les directions syndicales ont été chèrement payées par la collectivité et les travailleurs : réduction des charges patronales, blocage des rémunérations, flexibilité du temps de travail, avec des semaines pouvant aller jusqu'à 45 heures, voire plus...

Les entreprises ont assoupli les horaires tandis qu'on augmentait le contingent d'heures supplémentaires annuelles, bien moins payées qu'auparavant (180 h annuelles, majorations pouvant tomber à, à peine, 10 %)

La nouvelle charge du gouvernement, fidèle serviteur du MEDEF, ne fait que vider un peu plus la coquille de ce qui aurait pu être une avancée sociale. Si le patronat garde la flexibilité, les travailleurs ont tout à perdre : qui peut croire que c'est le

salarié qui décidera des heures supplémentaires à effectuer ou de l'utilisation de son CET (compte épargne temps) ? Qui peut croire que c'est librement qu'ils « travailleront plus pour gagner plus » quand les heures supplémentaires seront moins bien payées et que les salaires sont de fait bloqués ? On assistera en réalité à une augmentation du temps de travail, un retour vers les 40 heures et plus... Un seul gagnant : le patronat.

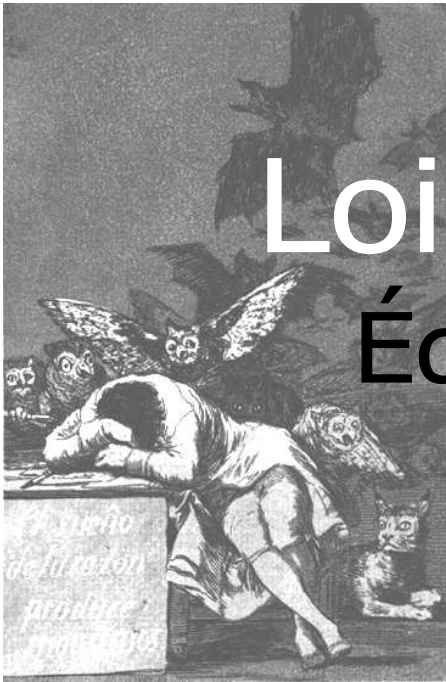
Les explications du MEDEF et des ministres viennent mettre sur le dos de la fainéantise des Français le fait que le chômage augmente : « *Ils ne savent plus se lever le matin.* » disait Raffarin depuis l'étranger. Ils oublient de dire que la productivité horaire en France est l'une des plus élevées du monde. Ils oublient aussi de dire que la seule cause de chômage est la recherche effectuée du profit. Quitte à utiliser le chantage à

la délocalisation ou au licenciement, les patrons veulent faire du travailleur un simple outil au service des actionnaires, corvéable à merci et jetable (la précarisation générale de l'emploi est déjà en bonne voie, non ?).

Les profits sans frein, la canalisation des deniers publics vers les entreprises gérées par des fripouilles, l'allongement du temps consacré au travail, pour ne rien dire de la misère qui croît et se multiplie, voilà tout ce que nous offre le capitalisme.

L'objectif est précis : discréditer le travailleur ou le terroriser (s'il ressent toute velléité de lutte) afin qu'il ne s'avise pas de regarder de trop près les agissements de ses chefs moralistes, patrons ou gouvernants.

Syndicat intercorporatif de Bordeaux



Goya, *Le sommeil de la raison engendre des monstres*, Caprice 43 (1794-1799).

Loi Fillon : Éducation et logique marchande

LA LOI FILLON d'orientation sur l'éducation va être prochainement discutée par nos chers députés, après avoir été approuvée par le conseil des ministres. Elle arrive dans un contexte déjà difficile, avec des budgets toujours plus insuffisants, un manque croissant de personnel enseignant, sans parler de la récente décentralisation du financement d'une partie des personnels... C'est sûrement pour cette raison que le ministre de l'Éducation présente son projet avec une démagogie remarquable (avec l'aide des médias peu contraignants).

Si ce dernier avance masqué, la loi en préparation comporte différents points pour le moins inquiétants, parmi lesquels :

- Remplacements désormais effectués par les professeurs présents, sous forme d'heures complémentaires (économies garanties !)
- Un socle commun de con-

naissances (français, maths, langue internationale, c'est-à-dire l'anglais, et, dans une moindre mesure, les sciences et l'histoire). Un genre de kit minimum nécessaire de l'esclave moderne. Les autres matières seraient désormais optionnelles, et réservées aux élèves maîtrisant le socle commun. Quand on sait comment l'adaptation du système scolaire est étroitement liée au capital culturel transmis par la famille, donc en fonction de l'origine sociale, on peut imaginer les conséquences d'un tel projet... Pas besoin de littérature, d'arts... qui distraient le travailleur !

- Filières professionnelles au collège, en partenariat avec les collectivités locales et les entreprises. Une aubaine pour ces dernières. Quoi de mieux pour faire entrer ces jeunes proies dociles dans le monde merveilleux du travail, et de précarité qui va avec !

Tout cela est la continuité de la destruction programmée du service public d'éducation (entre autres) et de l'adaptation de l'enseignement aux lois concurrentielles du marché, lois qui constituent la sinistre et froide logique de l'économie capitaliste.

L'enseignement supérieur connaît d'ailleurs lui aussi les mêmes attaques du capital : moyens toujours plus insuffisants, mise en place du système LMD, qui, sous couvert d'harmonisation européenne des diplômes, harmonise en réalité les liens universités / entreprises, toujours selon la logique marchande.

Toutes ces réformes constituent l'application de directives européennes et elles participent ainsi à des transformations du système capitaliste nécessaire à sa survie.

Syndicat intercorporatif de Bordeaux

Meeting de Bové à Caen

Le mardi 23 novembre 2004 s'est déroulée à la fac de Caen une réunion publique orchestrée par la gauche proclamée alter-mondialiste, dont l'invité de prestige était l'ineffable José Bové ! L'éminente star de l'alter-mondialisme a jugé utile de participer à cet énième show.

A MON AVIS, son déplacement a pour but inavoué de tester le degré d'exaltation de ses nombreux et éclectiques admirateurs venus en troupes bêler de concert dans l'amphithéâtre Pierre Daure, car Bové risque encore de retourner dans les geôles de la république suite au dernier fauchage effectif d'un champ d'OGM le 25 juillet 2004 dans la Haute-Garonne en compagnie de deux figures versatiles de la scène politique, membres actifs des Verts, Gérard Onesta et Noël Mamère.

Leur procès est fixé au 25 janvier 2005. Ils encourent jusqu'à 5 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende, mais l'ex-leader de la confédération paysanne s'expose au double, car il y a récidive. Toutefois, il y a fort à parier que les condamnations ne tomberont qu'après le référendum sur la constitution européenne. Quelle est donc la marge de manœuvre du « clan des faucheurs d'OGM » durant ce répit ? Bové et ses complices se targuent du concept de « désobéissance civile » et l'enrobent d'un discours soporifique largement vulgarisé par le biais des mass médias perpétuant la réduction des êtres humains à de vulgaires consommateurs.

Suffit la piètre tartuferie de ces orateurs et levons le principal tabou de leurs discours. Penchons-nous pour cela sur l'un des postulats de la doctrine bourgeoise amèrement valorisé depuis la fin du XVIII^e siècle via l'accaparement des pouvoirs et la liquidation systématique des différentes tendances révolutionnaires (les bonnets rouges, les sans-culottes, les hébertistes...), par la classe devenue dominante des possédants. Avez-vous deviné ? Il s'agit de « la propriété privée ». Elle se légitime par la conception du « droit positif » défini par exemple dans l'ouvrage

Le Combat Syndicaliste est rédigé et réalisé à titre militant par des adhérents des syndicats de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, sur leur temps de loisir.

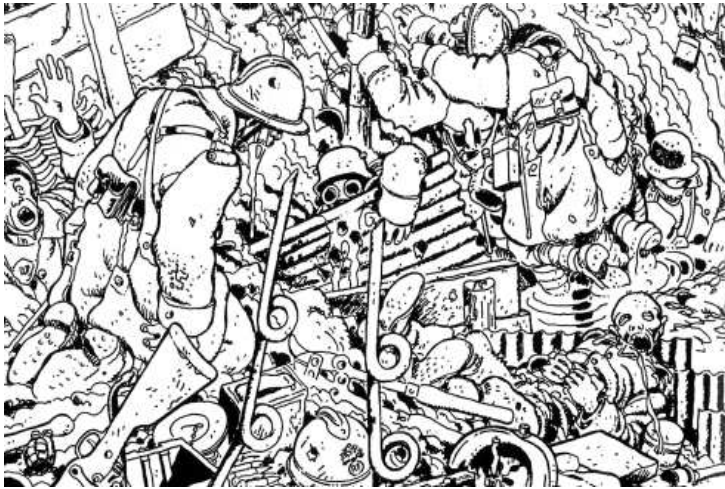


le plus célèbre de Jean-Jacques Rousseau : *Le contrat social*. Pour ce philosophe des « Lumières », « le droit positif » s'axe sur le constat que la « propriété privée » garantit pleinement la liberté individuelle dans une société qui se régit aussi par l'approbation d'une constitution dans laquelle la souveraineté ne se concentre plus entre les mains d'un monarque imposé par la volonté transcendante du « démiurge » (dieu). Ainsi, elle est léguée au « peuple ». Bové et les siens, adeptes de cette philosophie, ne remettent donc pas foncièrement en cause la doctrine bourgeoise. La désobéissance civile dont ils se targuent n'admettant pas même l'utilisation de la grève, ces rhéteurs pathétiques en deviennent contre-révolutionnaires.

Qu'en est-il maintenant de la « désobéissance civile », dont le discours de Bové dénature l'essence avec la connivence des médias ? Théorisée et appliquée par Thoreau (1817-1862), ce personnage controversé refusa de s'acquitter de ses impôts pour protester contre le conflit que menait son gouvernement (les États-Unis) contre son voisin du Mexique en 1846 ; une action que ne renieraient pas les alter-mondialistes. Il faut attendre Léon Tolstoï (1828-1910) et Benjamin Tucker (1854-1939), deux personnalités exceptionnelles du courant anarchiste rénitent, pour qu'à la désobéissance civile soit adjoint le projet formel de renverser l'ordre en place afin d'instaurer une société nouvelle sans État. La désobéissance civile de Bové paraît alors dépouillée de véritable contestation et la pensée de Foucault conserve ainsi toute sa pertinence.

Aussi, je crois que la gauche « alter-mondialiste » (la gauche baba-cool) amalgame délibérément la désobéissance civile et civique en fascinant les consciences pour dissimuler l'absence d'un projet formel face au capitalisme triomphant.

Syndicat intercorporatif de Caen



Entre violence

PAR DÉFINITION une société anarchiste ne peut reposer sur la violence. Or, pour parvenir à une telle société, il y a un préalable (abolir le pouvoir) et une grande question : comment se fera l'abolition de ce pouvoir ? Avec ou sans violence ? Avec violence ? Mais, dans ce cas, l'utilisation de la violence révolutionnaire, une fois le pouvoir détruit, aura-t-elle pour conséquence de rendre impossible l'édification d'une société sans rapports de domination ? C'est là une des questions auxquelles les militants anarchistes doivent s'efforcer de répondre. Cet article est une contribution à cet indispensable débat.

De la dynamique révolutionnaire

C'est un lieu commun que de prôner une sorte de non-violence politiquement correcte, en imputant à l'utilisation de la violence les échecs des différentes luttes révolutionnaires. Ainsi peut-on lire : « *Nous pouvons dire en toute sûreté que plus la violence est employée dans la lutte de classe révolutionnaire, moins cette dernière a de chance d'arriver à un succès réel* »¹. À l'appui de ces affirmations sont évoqués, de manière très furtive et au choix, la Terreur², la guerre civile ou la lutte armée, voire le terrorisme. Et loin d'approfondir les leçons du passé, on s'enfonce de plus en plus dans des raccourcis faciles, imprégnés d'imagerie scolaire : « *il est criminel de croire ou de laisser croire, que couper quelques têtes et se baigner dans des fleuves de sang d'une guerre civile libératrice annoncée, fera avancer en quoi que ce soit le schmilblick de la rupture avec le capitalisme et celui de l'édification d'une société libertaire* »³. Ces simplifications sont très utiles depuis deux cents ans à tous les réactionnaires qui utilisent la confusion entre la violence de masse et les épisodes de la Terreur. De là l'exclamation du député Front national Romain-

Marie, à la tribune du Parlement européen, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française : « *Le 14 Juillet 1789 a été le début du temps des assassins* »⁴.

Pour les anarchistes, il est au contraire fondamental de repérer dans l'histoire ces moments de rupture – qu'ils se situent en 1789, 1917 ou 1936 – pendant lesquels la population quitte son rôle passif pour passer à l'action. C'est ce que fait par exemple Kropotkine qui, dans son ouvrage *La Grande Révolution*, s'attache à montrer l'importance de l'action directe des masses dans la dynamique des événements révolutionnaires. En effet, si la Révolution de 1789 fut une révolution bourgeoise, la bourgeoisie par elle-même n'aurait pu détruire la monarchie. Dans cet affrontement avec le pouvoir, comme c'est le cas plus généralement, ce n'est pas le degré de non-violence qui a déterminé le succès, mais très logiquement, le rapport de force qui a permis une dynamique offensive, protéiforme et décentralisée. Dans cet exemple comme dans d'autres, la

destruction d'éléments symboliques du pouvoir a joué un rôle déterminant parce qu'elle a permis de libérer de nouvelles formes d'organisation sociale, fonction de l'imaginaire collectif et du niveau de conscience des individus. Entre parenthèses, que la prise d'une forteresse ou la chute d'un mur puissent signer la fin de la monarchie ou du national-communisme nous autorise à dire que le pouvoir le plus féroce contient aussi sa part de fragile subjectivité. Pour revenir à notre sujet, observons que, même lorsque le niveau de conscience est insuffisant, on peut assister à des épisodes de révolte massive, certes inabouties, mais qui peuvent tout de même nous éclairer sur la dynamique de masse.

À l'inverse, les épisodes de réaction se caractérisent par le retrait de la scène historique des masses populaires, qui laissent ainsi la place à des fractions politiques. Ces dernières mettent un terme à toute destruction du pouvoir pour, au contraire, le reconstruire, le défendre et le conquérir. Le résultat est un mouvement centralisateur, étatique et militariste. Une lecture plus fine de l'histoire montre que ce sont ces mouvements de réaction, et non l'action révolutionnaire, qui produisent la Terreur comme la guerre. Les événements les plus sanglants sont le produit du reflux révolutionnaire (par exemple, la bataille de l'Èbre, en 1938) et non les causes de son insuccès.

Non-violence et politique

La violence révolutionnaire n'est donc autre chose que la quantité d'énergie nécessaire à produire une rupture historique. Mais le discours dominant nous habitue à un concept de violence aussi polyvalent que creux. Ainsi, si l'on en croit les médias, il y aurait des « violences » à l'école tout comme il y a des « violences » en Irak. Inversement, le terme de violence est absent du discours journalistique et politique relatif au Paris-Dakar, quel que soit le nombre de fillettes écrasées par les camions. Le flou est total et cette confusion conceptuelle, loin d'être due au hasard, découle de la volonté des politiciens de tracer une frontière entre ce que le système permet et ce qu'il ne permet pas. Est dès lors réputée violente toute action qui ne rentre pas dans le moule de la

« À propos - 1
de la lutte armée »
Jipé,
Combat Syndicaliste,
janvier février mars,
n° 196.

De la chute - 2
des Girondins
à celle de
Robespierre

Unité pour un - 3
mouvement libertaire,
brochure,
J.M. Raynaud, 2002.

Romain-Marie - 4
a des trous
de mémoire :
le temps des assassins
a commencé
bien avant.
Avec l'Inquisition
par exemple...

et non-violence

protestation « citoyenne », du syndicalisme intégré, ou des autres formes de contestation politiquement correctes. Globalement, le qualificatif « violent » est essentiellement une étiquette qui permet de stigmatiser l'adversaire. Par ce tour de passe-passe, il n'y a de violence que chez ceux qui contestent le système, tandis que les oppresseurs, qu'ils bombardent une cité, affament la moitié d'un continent ou torturent dans les commissariats et les camps, sont toujours les gardiens du droit et de la justice et finalement de véritables non-violents auxquels rien – si ce n'est une regrettable bavure de temps en temps – ne saurait être reproché. Les révolutionnaires qui se prennent à singer cette rhétorique nous font assister à un étonnant spectacle et donnent l'impression de chercher à s'excuser de vouloir renverser l'ordre établi. Coincés dans leur contradiction – puisque la violence révolutionnaire ne peut trouver sa place dans le cadre juridique de la bourgeoisie – ils finissent par élaborer une espèce de théorie de la légitime défense qui justifierait, quand on en aurait besoin, la fin de la non-violence : « *Nous devons nous défendre et la violence peut nous être imposée* »⁵. Cette banalité, puisée dans les idées reçues, est source de bien des pièges.

La révolution libertaire ne peut triompher que par la participation des masses. C'est cette participation, qui détermine le rapport de force. Plus celui-ci est élevé et plus la violence est limitée. C'est donc quand ce rapport de force est élevé (et non en état de « légitime défense » ou pire, lorsque la violence est imposée par une provocation) que les masses peuvent détruire la légitimité qui permet les conditions de leur exploitation et de leur domination. Ceux qui prônent la non-violence à ce moment-là (quand tout est possible et que la violence peut être très limitée), pour ensuite réfuter la non-violence en période de reflux (par le recours à la « légitime défense »), prouvent deux choses : qu'ils utilisent la non-violence comme concept tactique (et non comme un postulat philosophique qui mériterait d'être discuté autrement) et qu'ils l'utilisent mal. En effet ils sont à rebours de toute la dynamique révolutionnaire, car ils raisonnent en dehors des masses, comme si le mouvement anarchiste devait être coupé d'elles. Certains en arrivent à tant les mépriser, à force de confusion



historique et légaliste, qu'ils peuvent tenir des propos, tels que « *Les pauvres par eux-mêmes ne peuvent que foutre le bordel* »⁶, qui constituent la négation même des capacités d'auto-organisation des masses. Ce qui revient à nier la base de la philosophie libertaire.

Violence et pouvoir

A priori, une question est tranchée : on ne saurait penser le pouvoir sans violence. Réciproquement, il faudrait éviter toute forme de violence pour ne pas reproduire les mêmes rapports de domination entre individus. Mais dire cela ne suffit pas à expliquer comment détruire le pouvoir en place. On peut toujours, comme le font certains réformistes et même des radicaux, appeler à un non-pouvoir, un contre-pouvoir ou un pouvoir parallèle ! Ce faisant, après avoir reconnu le pouvoir comme violent, ce type de stratégie conduit à se mettre à sa merci et à n'exister que tant que le pouvoir le veut bien. Autrement dit, le fait de réfuter toute forme de violence pour éviter de reproduire le pouvoir est une invitation à subir éternellement la violence de l'État.

Cette façon de tourner en rond provient d'une incapacité à concevoir la société autrement que telle qu'elle existe à ce jour. La question doit donc être posée autrement : est-ce qu'une société viable, non impuissante, c'est-à-dire capable d'organiser les rapports inter-individuels, ne peut, pour fonctionner, que reproduire éternellement les mêmes rapports de domination ? C'est dans les capacités de l'humain à modifier radicalement les rapports que nous vivons actuellement, à penser d'autres formes de société, dans lesquelles le pouvoir appartienne à l'ensemble de la collectivité, et non à une classe, ne s'impose à personne en permettant à tous de s'impliquer, que réside la réponse. Cette capacité collective, l'humanité la possède, comme de nombreux faits le prouvent, que ce soit l'existence fort ancienne de sociétés sans État ou les pratiques contemporaines des collectivités et assemblées (soviets, conseils, collectivités de 1936...). Les anarchistes doivent, à mon avis, tout mettre en œuvre pour faciliter, dans les moments de rupture historique qui se produiront, ce basculement, sous peine de voir se reconstituer, une fois de plus, l'État⁷. Car c'est effectivement l'incapacité à produire ce basculement, à abolir les divisions sociales qui, laissant le champ libre à la réaction, est la cause de la reproduction du pouvoir ; et pas, comme on voudrait nous le faire croire, la violence révolutionnaire des masses.

O., *Syndicat incorporatif de Toulouse*

À lire sur le sujet :
La grande révolution, Pierre Kropotkine ;
La société contre l'État, Pierre Clastres.

5 - « À propos de la lutte armée »
Jipé,
Combat Syndicaliste,
janvier février mars,
n° 196.

6 - *Qu'est-ce que le prolétariat ?*,
Cercle Berneri,
À Contre Courant,
n° 67,
septembre 1995.

7 - Alexandre Berkman
écrivait à juste titre :
« *La tragédie des anarchistes au milieu de la révolution, c'est qu'ils sont incapables de trouver et leur place et leur activité* ».

« Entre violence et non-violence », O., paru dans *La lettre du CDES*, supplément de la région Midi Pyrénées au *Combat syndicaliste*, numéro de février 2005 (je pense, on ne me l'a pas envoyé) et repris sur le site du Syndicat Interco de Toulouse, <http://cnt-ait.info>

Cf. « À propos de la lutte armée », Jipé, *Combat Syndicaliste*, organe national de la CNT-AIT, n° 196.

Cité in *Anarchisme et non-violence*, Hem Day, Pierre Ramus, *Le libertaire*, 2^e édition, *Le temps des cerises*, 1991, Orgefont, p.36.

Et Robespierre - 4
l'avait bien compris :
« C'est pendant la guerre que le pouvoir exécutif déploie la plus redoutable énergie, et qu'il exerce une sorte de dictature qui ne peut qu'effrayer la liberté naissante [...] C'est pendant la guerre que l'habitude d'une obéissance passive et l'enthousiasme trop naturel pour les chefs heureux font, des soldats de la patrie, les soldats du monarque ou de ses généraux. Dans les temps troubles et de factions, les chefs des armées deviennent les arbitres du sort de leur pays, et font pencher la balance en faveur du parti qu'ils ont embrassé. Si ce sont des César ou des Cromwell, ils s'emparent eux-mêmes de l'autorité », discours du 18 décembre 1791 ; une fois au pouvoir il saura se souvenir de cette analyse... et sera pour la guerre !
Errico Malatesta, *Le réveil* de Genève, n° 602, cité par Hem Day dans *Anarchisme et non-violence*, Hem Day, Pierre Ramus, *Le libertaire*, 2^e édition, *Le temps des cerises*, 91, Orgefont.

DANS L'ARTICLE « Entre violence et non violence »¹, l'auteur déforme mon propos² et entretient toute une série de confusions qui me semblent dangereuses.

Selon lui, j'attribuerais à la « violence révolutionnaire », « la terreur, la guerre civile ou la lutte armée, voire le terrorisme ». Le procédé est franchement malhonnête :

- L'extrait qu'il reprend n'est pas de moi, c'est une citation de Barthélémy De Ligt³ et qui ne dit pas du tout ce que « O. » prétend.

- À aucun moment, dans mon article, je n'impute la terreur et la guerre civile à la violence révolutionnaire. Je dis simplement que l'utilisation de la violence et la guerre civile ont toujours permis de justifier la reconstruction d'un pouvoir politique qui a tué les révolutions⁴.

- La description caricaturale de ma position est associée aux conclusions d'un autre article, écrit dans un autre journal, trois ans avant, par un autre auteur, que je ne connais que de nom, et dont je peux difficilement dire si je partage les vues. Je trouve naturel d'assumer mes propos devant la critique, mais je ne vois pas pourquoi je devrais assumer ceux des autres. L'ambiguïté n'est pas correcte.

Puis, « O. » extrait cinq autres de mes mots, « Nous devons nous défendre et la violence peut nous être imposée » pour laisser croire que j'exclus l'utilisation de la violence au moment de la révolution pour ne l'envisager que lorsque la répression s'abat sur « les masses ». Je ne vois vraiment pas où l'auteur a pu dénicher, dans mes propos, une théorie aussi fumeuse, d'autant que je ne manque pas de m'inscrire derrière la position de Malatesta, qui conclut mon article : « Nous considérons que la violence est une nécessité et un devoir pour la défense, mais pour la seule défense [...] notre violence doit être résistance d'hommes contre des brutes et non lutte féroce de bêtes contre des bêtes. Toute la violence nécessaire pour vaincre, mais rien de plus ni de pis »⁵. Difficile d'être plus clair. Mais cette citation-là, « O. » a préféré la laisser de côté. C'est qu'il faut que je passe pour un « réformiste », un « légaliste », et c'est bien compliqué d'y associer un Malatesta, pour sûr !

Outre le procédé, cet article me gêne à plusieurs endroits.

Il est avant tout basé sur un grand nombre de confusions. L'auteur s'appuie sur l'exemple de la Révolution française pour affirmer « ce n'est pas le degré de non-violence qui a déterminé le succès, mais très logiquement, le rapport de force qui a permis

Droit de

une dynamique offensive, protéiforme et décentralisée ». Pour déduire, « La violence révolutionnaire n'est donc autre chose que la quantité d'énergie nécessaire à produire une rupture historique », pourtant il admet que « La révolution libertaire ne peut triompher que par la participation des masses. C'est cette participation, qui détermine le rapport de force. Plus celui-ci est élevé et plus la violence est limitée ». J'ai du mal à suivre.

Ce n'est pas le degré de violence ou de non-violence qui peut assurer le succès d'une révolution, mais le rapport de force, certes. Plus le rapport de force est important, moins nous avons besoin de la violence, je suis encore d'accord. Mais alors comment confondre « l'action révolutionnaire » et « la violence révolutionnaire » ? D'où vient ce mythe si fréquent dans nos milieux ? Comme le répétait Malatesta, dans de tels moments, nous n'avons pas toujours le choix et nous devons nous défendre. Mais l'action révolutionnaire ne se cantonne pas à cela ! Ça, c'est justement la vision historique des révolutions politiques de la bourgeoisie. L'action révolutionnaire, c'est avant tout l'action directe : la grève générale qui paralyse le pays, la réappropriation des outils de production et leur remise en route, la mise en place d'un système autogestionnaire avec ses assemblées générales d'usines de quartiers, des villages, l'édification de nouveaux rapports entre les êtres humains, etc... Les symboles existent certes, mais, pour reprendre l'exemple de la Révolution : l'action des sociétés populaires ne peut être réduite à la prise de la Bastille, loin s'en faut !

D'ailleurs, les exemples historiques choisis par « O. » viennent le contredire. La prise de la Bastille n'a pas eu lieu pour « abattre un symbole » – ça, ce sont les propagandistes de la République qui l'inventeront – mais pour récupérer les armes qu'elle supposait abriter pour parer à une éventuelle attaque des troupes que le Roi rassemblait autour de Paris. Et l'affrontement n'a d'ailleurs eu lieu que devant le refus de négocier et l'attitude criminelle du Gouverneur de la Bastille, De Launay. Quant à la chute du mur de Berlin, en quoi s'agit-il d'une action violente ? Parce que les Allemands ont cassé un mur ? Soyons sérieux, quand nous parlons de violence, nous parlons d'affrontements

réponse

à
propos
de
l'article

« entre violence et non-violence »



physiques. Mais, bien sûr, si comme l'auteur, on cherche à assimiler « légalisme » et « non-violence », effectivement, tout devient possible.

D'ailleurs, la réflexion sur le pouvoir n'est pas plus claire. Pour l'auteur, l'objectif des anarchistes c'est que « *le pouvoir appartienne à l'ensemble de la collectivité, et non à une classe, ne s'impose à personne en permettant à tous de s'impliquer* ». Ainsi, le problème du pouvoir ne serait lié qu'à une histoire de classe. Certes, c'est la vision des syndicalistes révolutionnaires, inspirés en cela par le marxisme, mais il convient à ce propos d'intégrer les réflexions de Bakounine, de Stirner, de Kropotkine ou, encore, de Lopez Arango, pour comprendre que le problème du pouvoir est beaucoup plus complexe. Qu'il n'est pas besoin de classes pour que des individus imposent leur pouvoir sur une collectivité. Le pouvoir, c'est imposer son point de vue, par la ruse ou par la force. Les anarchistes doivent lutter contre le pouvoir, le pouvoir constitué comme l'État, mais aussi le pouvoir qui ne dit pas son nom et qui s'exerce dans les groupes... même libertaires. Et cela ne peut se faire que par une réflexion autour de ce thème, dont le débat sur la violence n'est qu'une déclinaison.

Car le mythe développé par les marxistes de tous poils, et malheureusement repris par bon nombre d'anarchistes, de la Révolution qui se fait sur les barricades, est extrêmement ambiguë. Le romantisme révolutionnaire est un moyen facile de faire rêver les jeunes. Facile, démagogique et dangereux.

Qui n'a jamais vu des groupes libertaires constitués comme des bandes, faire les gros bras contre les trotskistes... ou même d'autres libertaires ? On se sent fort, on montre qu'« on en a », c'est mieux que la morosité du quotidien. Mais dans une bande, il y a toujours un chef ; les rapports de concurrence sont des rapports partisans, des rapports de force politiques pour la conquête du pouvoir ; le caractère même de ces pseudo-combats de rue véhicule l'intolérance, l'autoritarisme et le machisme. Alors toutes

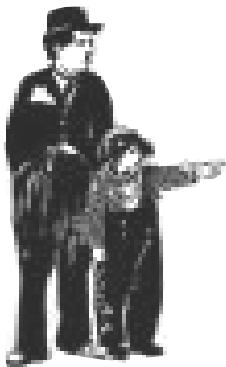
les dérives peuvent apparaître, y compris les haines fratricides qui divisent les groupes d'une même organisation, allant jusqu'aux menaces physiques lors des rencontres nationales. Quel palier reste-t-il à franchir avant de sortir les armes ? Est-ce cela que nous voulons ?

Et quelles confusions s'installent dans les esprits : la radicalité n'est plus dans le rapport de force mais dans l'affrontement avec les CRS. Quelle rigolade... pour le pouvoir, pour le pouvoir seulement.

D'ailleurs dans l'article de « O. », ne voyons-nous pas s'installer des propos douteux. Selon lui, les révolutions ne sont que les « *moments de ruptures – qu'ils se situent en 1789, 1917 ou 1936 – pendant lesquels la population quitte son rôle passif pour passer à l'action* ». Curieuse prose sous la plume d'un anarchosyndicaliste. Alors, ainsi, les masses seraient passives le reste du temps ? Certains conseillistes, quelques autonomes, certains anarchistes individualistes, voire quelques anarchistes partisans d'une organisation de propagande, spécifiquement anarchiste, ont prôné ce genre de conceptions. Car alors, pourquoi être dans une organisation syndicale, même anarchiste : il n'y a qu'à faire de la propagande et attendre le moment propice ! Mais je vois mal comment concilier une telle vision au projet anarchosyndicaliste. Pour ma part, je ne crois pas que les révolutions tombent du ciel ; à la lumière de l'Histoire, ces théories sont peu convaincantes. Par ailleurs, je les trouve quelque peu méprisantes, n'est-ce pas cela « *raisonner en dehors des masses* » ?

Jipé, Syndicat intercorporatif de Pau

À lire sur le sujet : *La grande Révolution* de Pierre Kropotkine, *La société contre l'État* de Pierre Clastre, mais aussi *Anarchisme et non-violence*, Hem Day, Pierre Ramus, et *De la doctrine à l'action : l'anarchosyndicalisme des origines à nos jours* de Rudolf Rocker.



Revendications immédiates

De prime abord, il est naturel de s'interroger sur la pertinence de soutenir des revendications immédiates lorsque l'on s'évertue à construire une organisation révolutionnaire. Faut-il participer à des luttes qui ne revendiquent pas une transformation radicale et immédiate de la société où faut-il s'abstenir ? Cette question, la réalité nous la renvoie tous les jours et il n'est pas commode d'y répondre car elle demande que nous fassions un choix entre deux options – s'engager ou ne pas participer – qui comportent chacune des inconvénients.

La question des revendications immédiates renvoie à l'ambiguïté du syndicalisme.

Articles politiques, - 1
Errico Malatesta, série
Noire et rouge, coll.
10/18, France, 1979.

Anarchisme - 2
et syndicalisme,
le congrès
anarchiste
d'Amsterdam
(1907),
introduction
Ariane Mieville et
Maurizio Antonioli,
Nautilus,
éd. du
Monde Libertaire,
Italia, 1997.

« Le syndicat ouvrier est de par sa nature réformiste et non pas révolutionnaire », il peut devenir « un instrument de conservation des privilèges et d'adaptation des masses les plus évoluées aux institutions sociales présentes »¹. Ce constat de Malatesta, nous le retrouvons à maintes reprises exprimé par les anarchistes. La défense des intérêts immédiats peut amener à des dérives. Au Congrès d'Amsterdam de 1907, Cornelissen l'expliquait ainsi : « Ne nous dissimulons pas que le syndicalisme d'une part, l'action directe de l'autre, ne sont pas toujours et forcément révolutionnaires. On peut aussi les employer dans un but conservateur, voire réactionnaire. Ainsi les diamantaires d'Amsterdam et d'Anvers ont grandement amélioré leurs conditions de travail sans recourir aux moyens parlementaires, par la seule pratique de l'action syndicale directe. Or que voit-on ? Les diamantaires ont fait de leur corporation une sorte de caste fermée, autour de laquelle ils ont élevé une vraie muraille chinoise. Ils ont restreint le nombre des apprentis et s'opposent à ce que d'anciens diamantaires retournent à leur métier abandonné. Nous ne pouvons cependant approuver ces pratiques ! »²

Partant de ce constat, difficilement contestable, nous devons donc nous intéresser à la pratique de l'anarchisme social. Car, par exemple, lorsqu'une lutte sur les salaires est menée par une catégorie de personnel, qu'est-ce que cela implique ? Des travailleurs qui veulent une amélioration immédiate de leurs conditions de vie. Beaucoup de critiques sont alors recevables : le sort de cette catégorie de personnel va être amélioré, mais qu'advient-il du reste de l'humanité qui vit, pour une part, dans des conditions

bien plus difficiles ? La logique du système capitaliste est telle, qu'avec les jeux d'inflations des prix, de dépréciation de la monnaie, le gain obtenu par les travailleurs sera vite rattrapé. Est-il utile de dépenser tant d'énergie dans des luttes de ce type, ne perdons-nous pas de vue notre objectif révolutionnaire ? Les catégories professionnelles qui obtiennent le plus d'acquis ne vont-elles pas se désolidariser des autres et ne penser qu'à elles ? Toutes ces objections sont justifiées et les luttes pour les revendications immédiates peuvent amener au plus égoïste des corporatismes, elles peuvent diviser les travailleurs, les révolutionnaires peuvent y perdre leur latin et « batailler », une vie durant, sans avancer d'un pouce vers la révolution qu'ils souhaitent.

Alors, participer à la lutte, ou ne pas participer ? Il est envisageable de ne pas participer à ce genre de luttes et d'expliquer, par de la propagande, pourquoi. Mais qu'est-ce que cela implique ? Nous nous désolidarisons des personnes les plus combattives, celles qui cherchent à agir sans attendre que les améliorations de leurs conditions de vie ne tombent du ciel, ou d'une loi, ce qui revient à peu près au même. Et nous nous mettons du côté des jaunes, de ceux qui ne font rien. Le profil de caractère n'est pas le même, qui est susceptible d'en arriver à agir dans le cadre d'une révolution ? Ceux qui écoutent les chefs et se renferment dans un individualisme forcené et borné, ou ceux qui font preuve de rébellion et de solidarité ?

Quelle conception avons-nous de l'Histoire ?

et anarcho-syndicalisme



Paul Signac, *Aux temps d'harmonie (L'âge d'or n'est pas dans le passé, il est dans l'avenir)*, 1893-1895.

Évidemment, la morosité actuelle ne peut pas nous permettre d'appréhender les changements d'attitudes qui peuvent survenir dans une période révolutionnaire et l'égoïsme peut aussi être du côté des grévistes... Il convient cependant de constater que c'est moins fréquent. Au-delà de ces considérations, c'est notre conception de l'Histoire qui est mise à l'épreuve. Si nous nous contentons de faire de la propagande et de ne pas participer, en tant qu'organisation, à des luttes pour des revendications immédiates, alors cela implique que nous considérons qu'il y a des périodes historiques où le mécontentement général est tel que les « masses » se « réveillent », « entrent » dans l'Histoire, et se tournent vers les positions révolutionnaires tandis que, le reste du temps, elles seraient endormies et hermétiques à nos discours.

Cette conception de l'Histoire n'est pas nouvelle, c'est la conception marxiste de la lutte des classes. Lorsque les conditions sont réunies, la révolution est inévitable. Si les anarchistes acceptent le concept de lutte des classes dans le monde capitaliste, ils ne reconnaissent pas le déterminisme historique, ni cette division de la réalité. Il est assez étrange de penser que la Révolution russe et toutes les révolutions échouées de cette période³, par exemple, seraient des phénomènes que nous pourrions dissocier de l'essor du mouvement ouvrier. L'idée même de conseil n'est pas tombée du ciel. Au Congrès de Bâle, en 1869, lors du Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, Hins déclarait « *Les conseils des orga-*

nisations de métiers et d'industries remplaceront le gouvernement actuel et cette représentation du travail remplacera une fois pour toutes les vieux systèmes politiques du passé ». ⁴ Et cette réflexion du délégué n'est que le fruit d'un travail empirique, acquis au regard de l'histoire de ceux qui ont lutté et au regard de sa propre expérience. Tout ceci pour dire que les idées, les positionnements sont le fruit d'un lent travail et que, si certaines circonstances historiques permettent parfois des changements révolutionnaires, le travail fait en amont est indispensable. La révolution espagnole n'aurait pas été ce qu'elle a été sans le travail entrepris en Espagne depuis Anselmo Lorenzo.

Mais, quel intérêt alors, de se préoccuper des revendications immédiates et pourquoi ne pas simplement fustiger les réformistes et diffuser nos idées ?

Développer un pôle anti-capitaliste et anti-autoritaire radical

Peut-être pouvons nous partir de la réflexion de Malatesta : « *Les syndicats ouvriers (les ligues de résistances et les autres manifestations du mouvement ouvrier) sont indubitablement utiles : ils sont même une phase nécessaire de la montée du prolétariat. Ils tendent à donner conscience aux travailleurs de leurs véritables positions d'exploités et d'esclaves ; ils développent en eux le désir de changer de situation ; ils les habituent à la solidarité et à la lutte, et par la pratique de la lutte, ils leur font comprendre que les patrons sont des ennemis et que le gouvernement est le défenseur des patrons. Les améliorations*

(suite page 12)

3 - Citons simplement la Révolution spartakiste, la République des Conseils de Bavière, celles de Hongrie et de Slovaquie, les usines occupées italiennes...

4 - Cité dans *Les soviets trahis par les Bolcheviks, la faillite du communisme d'État*, Rudolf Rocker, Spartacus, Paris, 1973.

Revendications immédiates

(suite de la page 11)

- Œuvres - 5 Pierre Kropotkine, Petite Collection Maspero, Corbière et Jugain Alençon, 1976.
- Cité dans Les soviets - 6 trahis par les Bolcheviks, la faillite du communisme d'État, Rudolf Rocker, Spartacus, Paris, 1973.
- Anarchisme - 7 et syndicalisme, le congrès anarchiste d'Amsterdam (1907), introduction Ariane Mieville et Maurizio Antonioli, Nautilus, éd. du Monde Libertaire, Italia, 1997.

tions que l'on peut obtenir au moyen des luttes ouvrières sont certes peu de choses, puisque le principe de l'exploitation et de l'oppression d'une classe par une autre demeure et puisque ces améliorations risquent toujours de rester illusoire et d'être supprimées aussitôt par le jeu des forces économiques des classes supérieures. Mais même pour incertaines et illusoire qu'elles sont, ces améliorations servent cependant à empêcher que la masse s'abrutisse dans une misère toujours égale, qui ôte le désir même d'une vie meilleure. La révolution que nous voulons, faites par la masse et se développant par son action, sans imposition de dictatures ni déclarée ni larvée, aurait du mal à se produire et à se consolider sans la présence antérieure d'un grand mouvement de masse.» Ne sommes-nous pas dans une situation où le recul des luttes et la résignation vont de pair ?

Kropotkine souligne quant à lui la nécessité de nous organiser, dès aujourd'hui, dans des structures qui peuvent nous permettre de reprendre la société à notre compte, le jour venu : « Dans le schéma social-démocrate, l'État s'occupe de l'organisation de la production, du lendemain révolutionnaire ; et dans la nôtre, qui s'en charge ?

Ce sont les groupes des travailleurs de la production, au courant des urgences pratiques, c'est-à-dire les organisations professionnelles. Ces groupes liés à la reprise de la production ont pour nous une importance tout aussi vitale que le parlement pour les sociaux-démocrates ; leur volonté, leurs idées, leur tempérament sont pour nous ce qu'est pour les sociaux-démocrates la composition du futur gouvernement socialiste.

Les syndicats méritent donc notre attention non seulement en tant que future organisation, mais aussi en tant que facteur actuel important puisqu'ils sont dans le milieu des travailleurs »⁵. C'est d'ailleurs dans cette optique que le Congrès de Bâle avait déclaré : « tous les travailleurs doivent s'efforcer de créer des caisses de résistance dans les différents métiers »⁶. Et au Congrès d'Amsterdam, Pierre Ramus constatait : « Le mérite supérieur du syndicalisme, de l'action syndicale, consiste essentiellement dans ce fait d'évidence qu'il s'oppose pratiquement au parlementarisme bourgeois »⁷. Malgré les dérives qu'elles peuvent engendrer, les luttes sociales sont un puissant moyen de construire les solidarités, développer notre combativité et la conscience que nous pouvons, nous-mêmes, organiser la société à la base, sans gouvernement.

Encore faut-il que ces luttes ne soient pas manipulées et aboutissent, car l'échec n'a rien de stimulant, nous ne le savons que trop...

Le syndicalisme n'est jamais neutre.

Malatesta se positionnait contre la division du mouvement ouvrier : « Je ne demande pas des syndicats anarchistes qui légitimeraient, tout aussitôt des syndicats socialistes, républicains, royalistes ou autres et seraient, tout au plus, bons à diviser plus que jamais la classe ouvrière contre elle-même [...] Je veux au contraire des syndicats largement ouverts à tous les travailleurs sans distinction d'opinions, des syndicats absolument neutres »⁸. Nous devons constater que le mouvement ouvrier a éclaté et l'idée des syndicats « absolument neutres » posent un problème : quelles pratiques vont-ils adopter, puisque, comme nous l'avons vu, le syndicalisme est toujours susceptible de dérives ? Il est intéressant alors de nous rappeler des propos de Solomonoff qui nous expose la position de la Fédération Ouvrière de la Régionale Argentine pour qui « l'élaboration idéologique et l'action syndicale constitue un tout inséparable et que l'organisation spécifique des anarchistes, hors du mouvement ouvrier, impliquerait entre eux, l'établissement de relations autoritaires et aristocratiques reproduisant les problèmes propres aux relations conflictuelles qui existent entre les partis politiques et les syndicats »⁹. Cette position est corroborée par Lopez Arango : « Pour nous, l'anarchisme n'est pas une découverte de laboratoire, ni le fruit de penseurs géniaux, mais un mouvement spontané des opprimés et exploités qui sont arrivés à la compréhension [...] de la nocivité de l'État, et qui veulent lutter pour un ordre social qui assure à l'homme son libre développement. La philosophie coopère à la concrétisation et à la définition de ces aspirations latentes chez les masses rebelles, mais elle n'a pas le droit de s'approprier les conceptions de l'anarchisme... » et d'avertir, si les libertaires « renoncent à la possibilité d'agir dans le monde du travail comme force autonome, en se contentant de monopoliser le mouvement anarchiste dans de petits groupes de propagande, [leur] avenir n'a rien de prometteur »¹¹.

Cette préoccupation est présente dans la volonté de reconstruire l'Association Internationale des Travailleurs, en décembre 1922. Il s'agit d'éviter que le mouvement ouvrier ne tombe dans des pratiques qui l'entraînent dans une impasse. L'anarchosyndicalisme tente de répondre à la nécessité de nous investir dans les luttes sociales sans perdre notre identité et nos objectifs, il a un double but :

- Idem - 8 Cité dans - 9 Anarchisme ouvrier contre « syndicalisme révolutionnaire », Ariane Mieville, extrait de Ideologias del movimiento obrero y conflicto social, Jorge N. Solomonoff, editorial Proyeccion, Buenos Aires, 1971, p. 194.
- Cité dans - 10 Anarchisme ouvrier contre « syndicalisme révolutionnaire », Ariane Mieville, extrait de El anarquismo en el movimiento obrero, Diego Abad de Santillan, ediciones Cosmos, Barcelona, 1925, p. 164.
- idem - 11

et anarcho-syndicalisme (suite)

« 1- faire aboutir les revendications des producteurs pour la sauvegarde et l'élévation de leur niveau de vie ;

2- Enseigner aux travailleurs la direction technique de la production économique en général et les préparer à prendre en main l'organisation socio-économique et à la transformer selon les principes socialistes »¹².

Dans ce cadre, il est naturel de voir la CNT ne pas se contenter de prendre des positions syndicales et aborder des visions plus « globalistes »... et s'engager dans le cadre de revendications immédiates.

À ce propos, dans le contexte actuel d'un mouvement ouvrier éclaté, l'objectif est double pour nous autres, les exploités. Tout d'abord il s'agit de favoriser l'autogestion des luttes et l'action directe. Nous devons favoriser l'unité à la base : elle est la seule qui nous permettra d'obtenir gain de cause, en court-circuitant les directions syndicales et en rétablissant de véritables rapports de forces à même de faire plier le patronat et l'État. Et cela ne peut se faire en assénant des leçons, en dehors de ces luttes, nous devons y participer car nous sommes partie prenante, des exploités parmi les exploités, et il serait indécent que laisser les autres agir à notre place. Indécent et incohérent. « Les comités de luttes ou de grève sont à la fois un lieu d'auto-éducation et un moyen de défense face à l'exploitation capitaliste »¹³, nous y sommes à notre place. À nous de participer à ces assemblées en faisant en sorte que les luttes aboutissent, c'est une question d'éthique et de bon sens – comme disait Malatesta, « l'appétit vient en mangeant » – tout en gardant à l'esprit que « la lutte revendicative peut être évolutive. On démarre sur du revendicatif mais on ne sait pas où cela va aboutir »¹⁴ et notre rôle est aussi de permettre d'arriver à une généralisation des luttes et à leur unification vers des intérêts, qui, forcément, amènent à une remise en question du système dans son ensemble.

Pour conclure, je laisse la parole à l'un des fondateurs de la CNT, Pierre Besnard : « La lutte revendicative, première et quotidienne étape de la grande lutte révolutionnaire, qui oppose les travailleurs à leurs maîtres, est monotone et ardue. Elle est aussi, souvent incomprise et sa valeur est niée par une partie de ceux qui ont pour devoir de la mener [...] parce que les négateurs n'en comprennent pas toute la valeur, qu'ils ne lui

donnent pas sa véritable signification et ignorent les développements en profondeur qu'elle comporte.

Lutter pour une augmentation de salaire peut paraître, de nos jours, inutile, vain, dérisoire et fastidieux [...] Ce ne sont là que des vérités superficielles, dont on a négligé d'extraire tout le contenu. Une lutte, quelle qu'elle soit, ne se limite jamais à son objet. Elle le dépasse toujours, surtout si ceux qui ont mission de la mener savent en montrer tous les aspects, toutes les conséquences proches et lointaines. [...] Aujourd'hui, on lutte pour l'augmentation de salaire, bien qu'on sache qu'elle sera annulée par une hausse rapide de la vie, mais on ne lutte pas pour elle ; on bataille pour obtenir de meilleures conditions de travail ou d'hygiène, mais sans limiter l'action à celles-ci ou à celles-là. La bataille engagée « apparemment » pour l'une ou pour l'autre, permet de sortir des sentiers battus d'autrefois, pour porter la lutte sur un autre terrain, plus vaste et plus large, en rapport avec la forme nouvelle du capitalisme [...] Acceptons l'idée que les grèves, pour obtenir des augmentations de salaires ou des conditions de travail meilleures, ne résolvent pas la question. Acceptons même le fait, puisque nous avons la conviction que nous tournons dans un cercle vicieux infranchissable, mais ne nions pas l'efficacité de ces luttes sur d'autres terrains.

Par l'extension, toujours plus grande que nous leur donnerons, nous ne cesserons de nous rapprocher de nos buts.

Et puis, si dérisoires qu'elles soient – ou plutôt qu'elles paraissent – n'ont-elles pas pour conséquence de mettre un frein « provisoire » à l'exploitation capitaliste qui, sans elles, se croirait tout permis. N'est-ce donc rien, matériellement et moralement que de battre, par des grèves de cet ordre, un patron puissant, un consortium insolent ? Ne doit-on attacher aucune importance à une victoire – même momentanée, aux conséquences provisoires – remportée sur le capitalisme moderne ?

Je crois, au contraire, que tout cela est infiniment important, que l'effet en est considérable, moralement, chez les travailleurs qui acquièrent ainsi la preuve que leur ennemi n'est pas invincible, comme on a une tendance trop exagérée à le leur faire croire [...] Ce serait une grave erreur de notre part que d'accepter de ne plus le faire, car c'est peut-être le seul moyen qui nous reste encore pour pouvoir poser le problème social sous son vrai jour, son véritable aspect [...] Je crois que ceux qui s'opposeraient à une telle action trouveraient peu de crédit chez les masses travailleuses, victimes de surcroît de cette exploitation. »¹⁵

Jipé, Syndicat intercorporatif de Pau

12 - De la doctrine à l'action, l'anarcho-syndicalisme des origines à nos jours, Rudolf Rocker, Les cahiers de l'anarcho-syndicalisme, volume n° 25, éditions CNT-AIT, Caen.

13 - Anarcho-syndicalisme et autonomie populaire, Les cahiers de l'anarcho-syndicalisme, volume n° 8, éditions CNT-AIT, Caen.

14 - Des revendications à l'utopie, Les cahiers de l'anarcho-syndicalisme, volume n° 22, éditions CNT-AIT, Caen.

15 - L'Éthique du syndicalisme, Pierre Besnard, mars 1938.



Pour en finir avec le nucléaire

« La radioactivité n'est pas dangereuse, puisqu'elle peut être parfois naturelle. »

LA PESTE AUSSI ! Un argument des plus spécieux braillé depuis les années 1970. Une étude européenne, menée dans 9 pays et publiée dans le *British Medical Journal* à la fin du mois de décembre dernier, estime que 9 % des décès résultant d'un cancer du poumon sont dus au radon, un gaz radioactif naturel. Celui-ci décuplant les méfaits du tabac¹.

*Libération*² révèle qu'une étude scientifique a montré une concentration de tritium (gaz radioactif) autour du centre de Valduc (Côte-d'Or) où le CEA travaille sur des bombes H. « Citoyennisme » oblige, le CEA a voulu embobiner les gens en proposant aux élus et scientifiques locaux de s'assurer eux-mêmes de la fiabilité de leur installation. Ainsi naquit un petit organisme d'étude, la SEIVA. En 2000, Olivier Daillant, membre de l'Observatoire myco-

logique, est chargé par cette dernière d'analyser la quantité de tritium, principal rejet radioactif du centre, fixée dans les lichens environnants. En 1986, c'est lui qui a découvert la contamination des champignons français par le césium du nuage de Tchernobyl. Les premiers résultats communiqués en mars 2001 montrent que la concentration de tritium est mille fois supérieure à la normale à 1 km du site et cent fois supérieure à 4 km. Le CEA a été contraint de confirmer ces analyses, mais la SEIVA s'est empressée de nier tout risque pour les humains sans expliquer l'importance des doses attestées. L'Observatoire mycologique décide alors de poursuivre ses propres investigations et conclut que le tritium disparaît progressivement en l'absence de contamination, ce qui implique que les quantités présentes il y a 20 ans soient beaucoup plus élevées

qu'aujourd'hui. Ainsi selon Daillant : « Soit les chiffres d'émission en tritium publiés depuis 1986 sont faux ; soit il s'est produit auparavant des émissions absolument énormes et tenues secrètes. » Les résultats de ces travaux viennent d'être repris par le *Journal of Atmospheric Chemistry*.

À la suite d'incidents signalés par EDF entre le 12 et le 20 octobre 2003, l'Autorité de Sécurité Nucléaire a recensé 58 travailleurs légèrement irradiés dans la centrale de Gravelines (Nord) et noté une analyse de la situation « déficiente ». EDF a avoué 8 autres salariés contaminés au cours de cette période, dont 2 à Chinon (Indre-et-Loire). Au total, 66 salariés ont été irradiés dans 5 centrales différentes en moins de 10 jours !

Syndicat intercorporatif de Châteauroux

¹ - *Nouvelle République*, 27/12/03.

² - « Radioactivité flottante autour d'un centre atomique », 03/12/2003.

Paupérisation de la fonction publique

Le jeudi 20 janvier 2005 a eu lieu une nouvelle journée de mobilisation du secteur de la fonction publique.

CE DERNIER se divise en trois sous-ensembles : la fonction publique d'état, la fonction publique territoriale, et la fonction publique hospitalière. Celui-ci rassemble selon une source datant du 31 décembre 2001 : 4 755 979 personnes parmi lesquelles on recense 648 966 non-titulaires (ce qui équivaut aux précaires), dont 12,7 % dans la fonction publique d'état, 20 % dans la fonction publique territoriale, et 5 % pour la fonction publique hospitalière.

Corrélativement ces chiffres s'insèrent avec une accentuation d'une disparité dans les emplois suivants : plus de 99 % de titulaires chez la police municipale contre 74,8 % pour le médico-social, 57,8 % dans le culturel, et seulement 29 % parmi l'animation.

Cette simple constatation démontre que le phénomène de la précarité et de la flexibilité s'est parfaitement enraciné dans ce secteur qui a été jadis considéré comme « une assurance vie » de l'emploi. Cette dernière facilitait du même coup la progression ou l'élévation du « statut social » de l'individu. En 1986 le « temps partiel » ne concernait seulement que 0,7 % d'hommes contre 12,3 % de femmes du secteur de la fonction publique. On constate d'ailleurs que le phénomène s'est accentué une décennie plus tard puisque « le temps partiel » se situe chez les hommes à 1,1 %, et de 14,5 % pour les femmes du secteur de la fonction publique. Une disproportion patente se dévoile ainsi entre les deux sexes. Hormis que la France a été épargnée relativement par les réductions massives de personnels, puisqu'il suffit de se reporter au vote du congrès des États-Unis qui décréta une réduction significative de 12 % en 1994.

On a dénombré environ plus de 200 000 grévistes ce 20 janvier 2005 et ils ont ainsi pu clamer leur ras-le-bol de la politique de « la France d'en haut ». On peut remarquer encore que le corps enseignant a constitué le principal



bataillon des cortèges syndicaux *. L'axe des revendications s'est articulé essentiellement autour du blocage des salaires et du projet de loi du ministre Fillon, qui souhaite repositionner le dispositif du cadre et de la finalité de l'enseignement (le socle commun des connaissances).

Cette situation actuelle s'inscrit également dans le marasme dans lequel « la France d'en haut » nous immerge par l'élévation répétée du coût de la vie (ou de survie) ; afin que cette dernière puisse naturellement poursuivre l'accumulation du capital (l'Institut national de la statistique avance le résultat de + 2,1 % pour l'année précédente).

Pendant les années 70-80, « la France d'en haut » s'est débarrassée des éléments les plus aguerris de la classe ouvrière lors de l'ébauche de « la restructuration bio-politique » par l'anéantissement méthodique des concentrations usinières. Cette dernière a annoncé de surcroît une nouvelle recomposition de classe et elle a été stimulée par l'augmentation de la part de « l'immatérialité du travail » (ex : les emplois de services).

Aujourd'hui « la France d'en haut » se charge de régler son compte à une partie importante de la classe moyenne, en privatisant tout bonnement les services publics hérités du fameux compromis historique de 1945 entre la bourgeoisie et les bureaucrates staliniens du PCF, afin d'accélérer la « paupérisation relative » de celle-ci.

Je pense qu'il est absolument nécessaire d'enrayer cette agression de « la France d'en haut » par une offensive d'ampleur telle qu'elle la fasse apeurer, et qu'elle renoue du même coup avec la vieille crainte de « l'anarchosyndicalisme ».

Syndicat intercorporatif de Caen

* à noter qu'une partie des enseignants du privé avaient manifesté le samedi précédent.



La précarité c'est le salarariat !

Lors de son XXII^e Congrès, tenu à Grenade en décembre 2004, l'AIT a décidé de mener une campagne internationale contre la précarité dans le travail et son exploitation par les agences de travail temporaire.

INSEE, - 1
enquête emploi
2003.

E. Perrin, - 2
« Chômeurs
et précaires »,
La Dispute, 2004.

Projet de loi - 3
de finances 1999.

« Travailleurs - 4
sans logis »,
Le Monde,
09/11/2004.

« 265 000 chômeurs - 5
avaient été exclus
en janvier
de l'assurance
chômage »,
AFP, 15/04/2004.

« La définition - 6
du seuil
de pauvreté »,
Le Monde,
17/10/2004.

« La crise - 7
du logement
touche plus
de 3 millions
de Français »,
*La Nouvelle
République*,
28/01/2004.

LA PRÉCARITÉ c'est la flexibilité, l'instabilité de l'emploi, la crainte de perdre son travail, l'incertitude du lendemain, la fragilité des droits de la classe ouvrière et des conditions de travail si facilement remis en cause par l'État et le Patronat (retraite, temps de travail...).

Précarité des emplois

12,5 % des travailleurs occupent un emploi précaire (CDD, intérimaires, apprentissage) et les agences d'intérim en profitent pour s'enrichir sur le dos des plus fragiles obligés de passer entre leurs mains, avec peu d'espoir de décrocher un véritable emploi¹.

En 10 ans, les CDD ont augmenté de 60 % et les emplois intérimaires de 160 %².

18 % des salariés travaillent à temps partiel contre 8 % il y a 30 ans².

Les rapports Virville et Camdessus proposent de remettre en cause les CDI pour favoriser des contrats limités dans le temps, par exemple à une mission ponctuelle. Vive les « salariés-kleenex » !

L'État donne l'exemple en favorisant les emplois précaires : un tiers des salariés de la Poste ne sont pas fonctionnaires, 30 % de la fonction publique territoriale est composé de non-titulaires³, 20 000 aide-éducateurs sont congédiés...

1 million de travailleurs sont considérés comme pauvres et 1 SDF sur 3 occupe un emploi selon une enquête de l'INSEE d'octobre 2003⁴.

Le RMA et le CI-RMA sont des sous-emplois précaires, limités à 18 mois, destinés à casser le coût du travail tout en obligeant les RMistes (1,2 million de personnes) à accepter n'importe quel emploi sous-payé.

Précarité des conditions d'existence

Réduction des moyens de subsistance des exclus : réduction des périodes d'indemnisation des chômeurs (600 000 personnes devraient être évincées des ASSEDIC d'ici à la fin de l'année 2005 selon l'UNEDIC⁵), contrôle et sanctions accrues contre ces derniers, révision du statut d'intermittent du spectacle, projet de limitation dans le temps des droits à l'ASS...

3,6 millions de personnes vivent officiellement en-dessous du seuil de pauvreté. Mais si l'on utilise les critères de calcul européen (60 % du salaire médian au lieu de 50 %), notre pays compte plus de 7 millions de pauvres⁶.

3 millions de personnes sont mal logées selon le Conseil économique et social. Pour 6 millions de personnes, il manque un élément essentiel du confort (salle de bain, chauffage...)⁷.

Contre ces abus, il n'y a qu'une seule solution : la lutte, car l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et uniquement eux-mêmes !

Solidarité internationale des exploités contre la précarité !

Ni Dieu, ni maître, ni frontières !

Syndicat intercorporatif de Châteauroux

Aux origines du 1^{er} mai



L'initiative d'un 1^{er} mai de luttés et solidarités fut prise... aux États-Unis. À l'occasion, en 1884, du congrès de l'American Federation of Labor (AFL) à Chicago, est lancée pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier l'idée d'organiser une manifestation un 1^{er} mai, jour de renouvellement des baux de location et des contrats de travail, pour obtenir la journée de 8 heures : « Une demande concertée et soutenue par une organisation complète, produirait plus d'effet que le vote de milliers de voix dont la mise en vigueur dépendra toujours du bon plaisir des politiciens... » (déclaration de Franck K. Foster, secrétaire du comité législatif de l'AFL). Les congressistes ambitionnent d'atteindre leur objectif le 1^{er} mai 1886.

Lutte de classe à Chicago...

Le 1^{er} mai 1886, la grève générale paralyse 12 000 usines, est suivie par plus de 340 000 salariés à travers les États-Unis.

À Milwaukee, devant l'ampleur de la manifestation, les autorités envoyèrent des renforts de police. La foule exaspérée leur jeta des pierres, et les policiers tirèrent... neuf personnes tuées.

À Chicago, une gigantesque manifestation se déroula dans le calme malgré les provocations policières. Mais le surlendemain un meeting de 7 000 à 8 000 grévistes se tint près des usines de machines agricoles McCormick, en lutte depuis le 16 février, afin de conspuer les jaunes embauchés par leur patron. Ils se heurtèrent aux forces policières et aux équipes de détectives armés employés par McCormick. La foule dut s'enfuir, laissant sur place six morts et une soixantaine de blessés. Le 4 mai, les groupes anarchistes organisèrent un rassemblement au Haymarket square, où 15 000 personnes sont présentes. Alors que le meeting, après les prises de parole de Spies, Albert Parsons, Fielden (militants anarchistes), touche à sa fin et sans aucune anicroche, et que la foule se disperse sans débordements, les policiers foncent sur les manifestants restants pour les disperser. Là une bombe, apparemment lancée du côté des manifestants,

explose au milieu de policiers, dont deux furent tués sur le coup et six devaient mourir des suites de leurs blessures. Ce fut le signal d'une panique folle et d'une bataille plus terrible que celle de la veille. Les policiers, avec des renforts, ouvrirent un feu nourri sur la foule encore présente. Le MASSACRE fut épouvantable, mais il est impossible d'en établir le douloureux bilan.

Justice de classe

Pour compléter cette répression sanglante, Chicago fut décrétée en état de siège, et la population se vit interdire l'accès des rues pendant la nuit. La troupe occupait même certains quartiers pendant plusieurs jours. De nombreux militants syndicalistes et/ou anarchistes furent arrêtés. L'instruction retint comme prévenus Neebe, Fischer, Schwab, Lingg, Engel, Parsons, Spies, Fielden (tous militants anarchistes). Pourtant seuls les trois derniers étaient présents à Haymarket le soir du 4 mai. Une parodie de procès s'ensuivit en juin 1886 (quelle rapidité !!!), où se mêlèrent faux témoignages organisés par le ministère public, jury aux ordres (979 noms épluchés et deux semaines et demi pour choisir les jurés), tout cela pour aboutir à un jugement de classe et sans que la moindre preuve de la culpabilité des accusés soit apportée.

La sentence, rendue le 20 août 1886, condamnait les huit accusés à la pendaison. Toutefois, une mesure de grâce intervint pour Schwab et Fielden, dont les peines furent commuées en prison perpétuelle, et pour Neebe, qui s'en tira avec quinze ans de prison. Lingg se suicida dans sa cellule. Le 11 novembre 1887 avant midi, dans la cour de la prison, Spies, Fischer, Engel et Parsons furent pendus, cependant que, aux abords et dans les rues environnantes, des cordons de troupe contenaient la foule. Près de 500 000 personnes se pressèrent aux obsèques des « martyrs de Haymarket ».

En 1888, le congrès de l'AFL décida de consacrer chaque année la journée du 1^{er} mai comme journée de lutte. Décision adoptée par le congrès de l'Internationale Socialiste en 1889, et étendue au niveau international.

En 1893, la révision du procès reconnut l'innocence des huit inculpés ainsi que la machination policière et judiciaire. Sur une stèle du cimetière de Waldheim, à Chicago, sont inscrites les dernières paroles de l'un des condamnés, Augustin Spies : « *Le jour viendra où notre silence sera plus puissant que les voix que vous étranglez aujourd'hui* ».

*d'après Henri Amadéi,
« Syndicalisme de luttés aux USA depuis
les origines du 1^{er} mai », novembre 2004*

Appel à solidarité avec des manifestants chômeurs en Argentine



Nous avons reçu la demande de soutien suivante de la Fédération Ouvrière Régionale d'Argentine (FORA) datant de décembre 2004 : depuis le 4 septembre 2004, 6 travailleurs sans emploi de la localité de Caleta Olivia (3 femmes et 3 hommes) sont détenus pour avoir réclamé du travail. Il n'y a pas de preuve montrant un lien entre ces personnes et les graves délits qui leur sont reprochés, et ils sont maintenus en prison dans des conditions déplorables.

À ce jour, l'une des femmes est en détention à domicile, sous procès judiciaire. La situation reste grave et les autres prisonniers sont très isolés.

Le lieu. Caleta Olivia est une localité de la province de Santa Cruz, de 40 000 habitants. C'est une région pétrolière parmi les plus riches du Sud argentin, avec une population appauvrie par un fort taux de chômage.

Les revendications. Le 19 août 2004 quelque 400 personnes, en majorité des femmes, réclamèrent un « travail authentique » devant la municipalité, et quelques jours plus tard, se rendirent sur la plage des tanks du consortium d'entreprises pétrolières Terminales Maritimas Patagónicas (Termap). Les patrons de Termap sont les patrons du bassin du golfe San Jorge : à la présidence, Repsol-YPF ; à la vice-présidence, Pan American Energy ; et le 3^e siège est occupé par Tecpetrol, surnom pétrolier du groupe Techint. Au directoire, siègent entre autres British Petroleum, Repsol, Halliburton. Termap reçoit des multinationales exploitant la zone de Patagonie un volume moyen de 1 250 000 m³ de pétrole brut par mois.

La répression. Les manifestants signèrent un accord avec le Sous-Secrétariat du Travail de la province de Santa Cruz, qui promit 500 postes de travail et les assura de l'absence de représailles. Cependant, dans la nuit du 4 sep-

tembre, alors que les tribunaux étaient fermés, les citations prononcées par le juge Marcelo Bailaque, du Tribunal provincial d'instruction n° 1 de Caleta Olivia, devinrent effectives : 21 mandats d'arrêt, dont 15 exécutés par la police. Les personnes ont été emmenées de chez elles brutalement et sans explications.

Les détenu(e)s. Ils sont 6 : Elsa Orosco (28 ans), Selva Sanchez (32 ans), Marcela Sandra Constancio (28 ans), Mauricio Perancho, Federico Mansillo et Hugo Iglesias. Trois hommes et trois femmes que l'on accuse d'être les cerveaux et les organisateurs de la protestation. Les femmes ont agi en tant que porte-paroles des manifestants, élues en assemblée. Comme il n'y a pas de maisons d'arrêt pour femmes à Caleta Olivia, elles sont emprisonnées dans un commissariat. L'une d'elles a 6 enfants dont un handicapé ; une autre a un bébé qu'elle ne peut allaiter et la 3^e, deux enfants restés sous la garde de voisins car ils n'ont pas de famille. « Dans le commissariat n° 1 de Caleta, nous sommes 3 dans une pièce de 3 mètres sur 2. En une semaine, nous n'avons eu qu'un seau d'eau chacun pour nous laver », écrit dans une lettre ouverte Iglesias, qui, au moment de

son arrestation, suivait un stage de formation pour entrer dans l'industrie pétrolière : il avait obtenu un poste de travail lors d'une précédente manifestation et n'avait même pas participé à celle d'août. Les femmes font actuellement une grève de la faim et ont été hospitalisées.

Les accusations. « *usurpation avec empêchement de fonctions publiques* », « *privation illégitime de liberté et dommages* », « *usurpation* », et « *obstacle à l'activité économique* ».

Les preuves. Mansilla et Iglesias s'étaient seulement approchés du lieu [*de la manif* : NDT] par solidarité. Les preuves sur lesquelles se base le tribunal sont les rapports et les photos de filature (non des photos in situ, mais scannées à partir d'autres sources), effectués par une unité spéciale de la police de la zone qui agit en civil.

La justice. Si leur libération n'intervient pas bientôt, ils risquent de rester plusieurs années en prison, jusqu'au jugement oral des affaires. Il semble que la procédure ne sera pas rapide. Très bientôt, le juge Bailaque va avoir un examen au Conseil de la Magistrature pour être promu à la Chambre pénale de Caleta Olivia. Si cela se confirme, quand les affaires viendront devant cette instance, il devra s'excuser et cela prolongera d'un certain temps la définition de cette instance d'appel. S'ils sont condamnés, les 6 détenu(e)s pourraient passer jusqu'à 16 ans en prison.

Les inculpés. En plus des personnes détenues, cette revendication de postes de travail a laissé plus de 60 inculpés accusés de participation [*nécessaire ?*]. C'est le cas de personnes qui se sont approchées en signe de solidarité, ou de parents et voisins qui apportaient de l'eau et du pain aux manifestant(e)s.

Dénonciations de tortures. Au petit matin du samedi 2 octobre, une violente répression effectuée par la Gendarmerie a fait plus de 40 arrestations parmi les personnes qui manifestaient pour exiger la libération des 6 détenus. Elles ont été libérées au bout de 48 heures. L'une des femmes arrêtées par la police s'est plainte d'avoir été obligée de se dévêtir dans une petite pièce de la prison locale et d'avoir été menacée de viol par des officiers. L'un des hommes s'est plaint d'avoir été soumis par les officiers à ce qu'on appelle le « sous-marin sec ». Ils ont été déposer plainte devant le Ministre public local, accompagnés par Nora Cortiñas, de l'organisation Mères de la Plaza de Mayo Ligne fondatrice, qui est venue spécialement à Caleta dès que la nouvelle des arrestations massives a été connue.

Pour exiger des magistrats intervenant dans l'affaire qu'ils libèrent les prisonniers, vous pouvez écrire à :

Tribunal superior de Justicia de Santa Cruz
Doctor Ricardo Alberto Napolitani
Mél : tsjsc_protocolo@speedy.com.ar

Juzgado de Instruccion n° 1 de Caleta Olivia
Juez Marcelo Martin Bailaque
Fax : 00 54 0297 4851302

Quelques précisions

à propos

de la grève victorieuse

du personnel

de nettoyage

de l'université

de Séville

Pour compléter l'information parue dans le dernier numéro du Combat syndicaliste, nous apportons les précisions suivantes.

PENDANT LE CONFLIT qui opposait le comité de grève à CLECE, l'entreprise adjudicataire du service de nettoyage de l'Université de Séville, celle-ci a perdu son contrat, et c'est la société Euroлимп, qui avait promis de régler le problème rapidement, qui l'a remplacée pour les années 2005 et 2006. Et c'est donc avec cette dernière qu'un accord a été effectivement signé le 14 janvier dernier, après de longues négociations. Cet accord comprend : une augmentation de salaires de 37 % sur 3 ans et demi, la réduction de la journée de travail qui passe de 40 à 35 heures, ainsi que l'attribution de 3 jours de congés payés pour cette année et de 4 jours pour 2006.

La position des Commissions Ouvrières et de l'UGT. Les sections syndicales des Commissions Ouvrières et de l'UGT n'ont pas soutenu leurs camarades en lutte et ont tenté de faire échouer la grève, en déclarant que : la grève était illégale, que les grévistes seraient foutus dehors, que les lettres de licenciement étaient prêtes, que l'Université de Séville ne donnerait pas un euro, qu'eux-mêmes (CO et UGT) avaient déjà signé un accord, un coup avec CLECE, un coup avec Euroлимп... Finalement, l'accord n'a pas été signé par ces 2 syndicats, qui contrôlent le comité d'entreprise. Il est donc uniquement valable pour les personnes qui ont participé à la grève ou qui adhèrent expressément à celui-ci. Les 2 syndicats « officiels », après la signature de l'accord, ont même essayé de jeter le trouble parmi les travailleurs pour qu'ils n'y adhèrent pas.

L'aide apportée par la CNT dans ce conflit s'est traduite par la création d'une section syndicale, devenue maintenant la plus nombreuse chez le personnel. Les gens se rendent compte de plus en plus qu'il existe un autre type de syndicalisme : en assemblée, sans subvention... non utopique, qui arrive à gagner des conflits et se traduit par des améliorations des conditions de travail.

d'après le mensuel espagnol CNT n° 309, février 2005

¿PRECARIEDAD LABORAL? TERRORISMO PATRONAL

TÚ TAMBIÉN ERES UNA VÍCTIMA

CNT